

Du réalisme vers le pragmatisme: «Nouvel enjeu autour du Haut Karabakh»

Lors du sixième forum pan-arménien de la diaspora arménienne, les 18 et 20 septembre 2017, le ministre arménien des Affaires étrangères, Eduard Nalbadyan, a déclaré qu'Erevan discutait du transfert possible de certains territoires occupés à l'Azerbaïdjan, conformément aux principes précédemment acceptés par les deux parties de négociations sur le Karabakh.

Répondant aux questions concernant l'engagement de l'Arménie à parvenir à une solution pacifique, Nalbadyan a précisé que les territoires en question «ne constituent pas une menace pour la sécurité du Haut Karabakh [anciennement auto-identifié comme la] pseudo république».

Les révélations du ministre arménien Nalbadyan ont suscité une irritation croissante au sein de la société arménienne, bien que la question des concessions territoriales n'ait rien de nouveau et soit fermement ancrée dans les Principes de Madrid, que l'Arménie a accepté pour trouver un compromis avec l'Azerbaïdjan.

Que signifient les Principes de Madrid dans le nouveau scénario autour du Karabakh ?

Les Principes de base (nommé les principes de Madrid) pour un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh ont été déclarés le 29 novembre 2007 par le Conseil ministériel de l'OSCE en tant que proposition officielle de la France, de la Fédération de Russie

et des États-Unis d'Amérique, coprésidents de l'OSCE Groupe de Minsk, pour examen par les Présidents de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Basé sur l'Acte final de la Conférence d'Helsinki (1975), il s'agit de l'engagement des parties du conflit à obéir aux principes du droit international à l'Article II relatif à l'abstention de la menace ou du recours à la force, à l'article IV relatif à l'intégrité territoriale des États et à l'article VIII relatif à l'égalité des droits et à l'autodétermination des peuples.

À la lumière de l'escalade dramatique de la violence, le long de la ligne de contact en Avril 2016, qui a causé 350 morts, l'armée azerbaïdjanaise est parvenue à la libération de 4 000 km² de sols occupés par l'Arménie. Après le nettoyage de ces sols par les agresseurs d'Arménie, 200 000 arméniens ont été obligés de retourner vers l'Arménie, qui hésite encore à assumer son irresponsabilité dans l'occupation illégale des terres de son voisin. Appuyé sur le développement de son arsenal militaire les 5 dernières années, la manœuvre d'agression de l'Arménie résulte de l'échec total durant la guerre d'Avril ainsi que de l'affaiblissement du moral dans l'armée. Le gouvernement arménien se prépare à rendre les 7 régions azerbaïdjanaises adjacentes du Haut Karabakh, mais cela peut être également évalué comme un signal positif depuis vingt-cinq ans d'un processus de négociations sans résultat. Cela réside dans le fait que tous les



Carte schématique montrant la ville de Khodjali, où les troupes d'occupation arméniennes ont procédé à un génocide de la population civile

territoires azerbaïdjanais autour de Nagorny-Karabakh sous contrôle arménien seront rendus au contrôle de l'Azerbaïdjan, par étapes, conformément aux lignes directrices ci-dessous, avec des modalités détaillées à convenir entre les parties dans l'accord de paix.

Lors des discussions du règlement graduel du conflit du Haut Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'un des plus sensibles sujets de discussion est le destin du district azerbaïdjanais Kalbajar-Latchin, le seul couloir qui relie l'Arménie avec le Nagorny-Karabakh, même en cas d'organisation d'éventuel référendum dans cette région occupée. L'autorité arménienne est consciente du fait que la seule option de communication de l'Arménie avec les arméniens du Haut Karabakh passe par le corridor de Latchin (la ville principale du district Kalbajar-Latchin) qui appartient à l'Azerbaïdjan. Le dialogue et le compromis avec l'Azerbaïdjan est indispensable pour les arméniens.

Selon l'Accord de paix, les troupes arméniennes partiront des zones de tampon entre le Haut Karabakh et l'Arménie, avec l'aide de la communauté internationale (CI). Les autorités civiles azerbaïdjanaises réintégreront ces zones après le déploiement des forces internationales de maintien de la paix (y compris celles du Conseil

de sécurité de l'ONU) et le retrait des forces arméniennes. Les troupes arméniennes doivent se retirer du district de Kalbajar, à l'exception d'un contingent limité restant stationné dans une zone convenue stipulée dans l'Accord de paix.

Après la libération de 5 districts azerbaïdjanais par les armées arméniennes, le district de Kalbajar-Latchin sera placé sous la surveillance internationale transitoire par une commission de l'OSCE qui comprendra des représentants arméniens et azerbaïdjanais. Pendant la surveillance internationale transitoire du district de Kalbajar, les forces armées arméniennes seront encouragées, avec l'aide de la communauté internationale, à quitter le district de Kalbajar. Selon les engagements bilatéraux de l'Accord de paix les personnes déplacées azerbaïdjanaises seront autorisées à retourner dans le district de Kalbajar cinq ans après l'entrée en vigueur de l'Accord de paix (Cette période peut être prolongée ou réduite par la commission mixte, en fonction de l'efficacité des garanties de sécurité). Les modalités de la transition à la reprise par l'Azerbaïdjan du contrôle administratif complet du district Kalbajar seront élaborées par la commission de surveillance internationale de l'OSCE.



L'Arménie tombée en 'Knock-Out' sur le ring de négociations

L'aspect juridique du règlement du conflit de Haut Karabakh prend en parfaite considération les intérêts des deux parties arméniennes et azerbaïdjanaises, en offrant une paix solide et une prospérité économique à la région du Caucase du Sud.

Avec l'instauration de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, l'autorité azerbaïdjanaise assume une grande responsabilité pour la sécurité de toutes les ethnies, plus précisément de la majorité arménienne, depuis la liberté de circulation jusqu'à la représentation politique. Les habitants de toutes les ethnies vivant au Nagorny-Karabakh en 1988, dans les mêmes proportions ethniques qu'avant le déclenchement du conflit, auront le droit de protéger et de contrôler leur viabilité politique et économique et leur sécurité au sein d'une société démocratique respectueuse de la légalité.

L'Arménie, sous la critique de la communauté internationale avec une économie sans espoir sur l'avenir, s'est approchée du coin du ring de boxe aux négociations. Si nous le disons avec une métaphore, avant de tomber 'knock-out' l'Arménie prolonge les négociations de paix constructives en essayant de gagner du temps supplémentaire. Mais cela n'aboutira rien, parce que tout le monde reconnaît l'Etat occupant et l'Etat ayant subi l'agression.

Comme le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev l'a

déclaré à plusieurs reprises, l'Azerbaïdjan n'a pas d'un mètre carré du sol à échanger avec l'Arménie, qui dirige illégalement le Haut Karabakh et les 7 districts adjacents. Le droit et la justice est du côté de l'Azerbaïdjan: les 4 résolutions 822, 853, 874, 884 du Conseil de sécurité de l'ONU, exigent le retrait immédiat et inconditionnel des forces armées arméniennes sur les 7 régions environnantes du Haut Karabakh ainsi que le retour des réfugiés et des personnes déplacées, plus d'un million azerbaïdjanais, à leurs foyers. Jusqu'à présent, l'Arménie contrôle illégalement ces territoires et aucun Etat souverain ne reconnaît 'de jure' le Haut Karabakh en tant qu'entité indépendante. L'Arménie poursuit cette occupation sans bénéficier de ce séparatisme. Cela aboutit, à l'inverse, à l'isolement des mégaprojets du transport et d'énergie dans la région eurasiatique. Contrairement à la politique militariste du président arménien Serj Sarkissyan, l'Azerbaïdjan invite la partie arménienne aux négociations constructives, loin de l'usage de la force ou du déploiement de la puissance militaire. Le président azerbaïdjanais a montré l'attitude humaniste de son pays en déclarant à plusieurs reprises que l'Azerbaïdjan est prêt à donner une grande autonomie au Haut Karabakh au sein de sa république. Bien sûr, cette attitude rationnelle pouvait être argumentée par le caractère identitaire multiculturel du peuple azerbaïdjanais et le mode de vie historique des Azerbaïdjanais dans le respect de l'autre. L'Azerbaïdjan est patrie de tous, de tous les arméniens

La ville d'Agdam, détruite par les unités arméniennes, a été qualifiée de «Hiroshima du Caucase»



également. Par ailleurs, la majorité des Arméniens qui coexistaient dans le Haut Karabakh en 1988 étaient des citoyens de la République d'Azerbaïdjan. L'Etat azerbaïdjanais est garant de la sécurité de tous les Arméniens du Karabakh sans faire de distinction sur leur appartenance ethnique ou religieuse.

Bien sûr, le statut juridique définitif de Nagorny-Karabakh sera déterminé par un référendum permettant l'expression libre et authentique de la volonté de sa population. Les modalités du referendum seront fixées sous la surveillance des organisations internationales comme l'ONU, l'OSCE et les Etats co-présidents du Groupe de Minsk: la France, la Russie et les Etats-Unis.

Mais avant la signature de l'accord de paix, le plus essentiel est l'instauration du dialogue intercommunautaire entre les Arméniens et Azerbaïdjanais. Toutes les personnes déplacées et les réfugiés azerbaïdjanais des zones touchées par le conflit du Haut Karabakh auront le droit de revenir, sur la base du volontarisme, sur les lieux de leur ancienne résidence conformément aux dispositions à préciser dans l'accord de paix et ce, dès

que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés aura déterminé que les conditions sont appropriées. Toutes les personnes qui auront regagné leur lieu de résidence antérieur jouiront des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans discrimination d'aucune sorte. La coexistence intercommunale sera encouragée par les parties avec le soutien de la communauté internationale pour réduire la tension et normaliser la vie économique, politique et sociale parmi les Arméniens et les Azerbaïdjanais. Evoquons le fait que les premières démarches ont été lancées à Bakou pour montrer la possibilité de vivre ensemble de manière pacifique avec les Arméniens. La Plateforme pour la paix d'Arménie-Azerbaïdjan a été créée le 6 décembre 2016 à l'initiative de citoyens des deux pays et suscite l'intérêt de la communauté internationale. Elle attire déjà de nombreuses ONG et des militants pacifistes qui souhaitent l'établissement d'un processus de paix entre leurs deux pays. Leur slogan «Nous vivons et nous vivrons ensemble» montre bien à quel point il existe toujours une réelle volonté de la société civile de coexister dans la paix.



Pourquoi Erevan essaye de créer une confusion dans l'opinion publique de deux sociétés impliquées dans le règlement du conflit?

Pendant la période de pourparlers de paix de Genève, les responsables politiques de l'Arménie essayent de créer une confusion dans l'opinion publique arménienne et les médias internationaux.

Les déclarations incompatibles au processus de négociations de paix, le changement des attitudes du gouvernement arménien détruisent le climat de confiance mutuel. De plus, la planification militaro-stratégique d'Erevan n'est pas difficile à discerner: en laissant ouverte la possibilité d'une tentative de solution militaire au problème du Karabakh, l'Arménie n'a d'autre choix que de nier l'efficacité des capacités de contre-offensive de l'Azerbaïdjan et d'instaurer la confiance de ses concitoyens après la perte des positions suite à la guerre d'Avril 2016. Plus important encore, l'une des principales préoccupations d'Erevan est de menacer la sécurité des infrastructures d'hydrocarbures de l'Azerbaïdjan avec les missiles balistiques Iskander-E. À cette fin, l'Azerbaïdjan aurait entrepris de déployer à Bakou et à Ganja le système de défense aérienne et antimissile Iron Dome, d'origine israélienne, afin de renforcer la sécurité des in-

Gisements de pétrole d'Absheron

frastructures stratégiques de transport et autres moyens de communication du sud-est du Caucase.

Enfin, la rhétorique arménienne sur l'utilisation des systèmes de missiles balistiques Iskander-E pour cibler l'infrastructure d'hydrocarbures de l'Azerbaïdjan, si celle-ci lance une guerre à grande échelle, sert principalement d'outil politique de confinement et est lourdement destinée à la rhétorique domestique. En réalité, il est peu probable que la partie arménienne risque d'endommager la partie azerbaïdjanaise du réseau énergétique transrégional de plus en plus important pour la sécurité énergétique de l'Europe, en particulier au milieu des intérêts russo-occidentaux persistants et ainsi que des compagnies transnationales comme BP, Lukoil ou Total.

Néanmoins, selon l'accord de paix prévu, l'Azerbaïdjan s'engagera à ne pas envoyer de personnel ou d'équipement militaire au-delà de la ligne de contact actuelle, à l'exception des unités de police (en proportion équivalente avec la population civile) actuellement déployées dans d'autres provinces azerbaïdjanaises et à l'exception des détachements frontaliers et de matériel connexe le long de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran (équivalent à ceux actuellement maintenus au kilomètre).

Les parties s'engagent à ne pas utiliser la force les unes contre les autres, y compris à Nagorny Karabakh et aux alentours de Nagorny Karabakh. Les pays co-présidents se concerteront avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour élaborer des garanties de sécurité bilatérales et collectives et des assurances pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix et la sécurité générale dans le Caucase du Sud.

Bakou, nouveau hub de l'Eurasie

L'Azerbaïdjan, malgré les répercussions lourdes de la guerre du Haut Karabakh, a gardé son statut de pays le plus développé du Caucase du Sud dans les dernières dix années. Le pays devient un nouveau hub du transport et de l'énergie dans l'Eurasie, *heartland* du Monde. Sa location géostratégique et la richesse d'hydrocarbures énergétiques ont permis de développer tous les secteurs économiques, de garantir la durabilité de la croissance socio-économique et de prendre le leadership dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures importants de la région. L'Azerbaïdjan prépare rapidement la livraison du gaz naturel exploité dans la deuxième phase du champ de Shah Deniz au marché européen de l'énergie. Le projet de gazoducs dans le Corridor gazier Sud devrait être lancé à fin 2018 et va fournir 400 milliards de

Carte des oléoducs et gazoducs traversant le territoire de l'Azerbaïdjan



mètres cubes de gaz naturel à l'Europe et à la Turquie, tout en générant environ 200 milliards de dollars en 25 ans. Jusqu'à présent, il s'agit du plus gros contrat de gaz naturel signé dans la région de la mer Caspienne. SOCAR et les partenaires de Shah Deniz ont également convenu des conditions d'extension de l'accord de partage de production de Shah Deniz jusqu'en 2048.

Situé dans le Caucase du Sud, région qui relie l'Europe de l'Est à l'Asie centrale, «l'Azerbaïdjan est donc l'un des pivots géopolitiques les plus importants de l'Eurasie» selon Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller sur la sécurité nationale des États-Unis, président du B'nai B'rith de Pologne. La position géostratégique et ses énormes réserves de pétrole et de gaz font de l'Azerbaïdjan, un acteur géopolitique important sur l'échiquier énergétique régional et international, qui sera légitimé par son rôle de pays de transit et de fournisseur d'énergie et de transport pour le corridor «Est-Ouest».

La solution négociée du problème de Haut Karabakh va permettre l'établissement de la paix entre les deux pays et la synergie économique dans le Caucase du Sud. L'Arménie et les arméniens profiteront de l'accès ouvert aux projets énergétiques et du transport via l'ouverture des frontières avec la Turquie. Par exemple, Bakou-Tbilissi-Kars(BTK), le premier tronçon d'un ambitieux projet de «corridor ferroviaire» entre l'Asie et l'Europe inauguré le 31 octobre 2017, lequel, une fois achevé, acheminera passagers et marchandises « de Pékin à Londres en 12 à 15 jours ». La promesse ne vaut



pas pour l'Arménie pour le moment, tenue à l'écart du projet, alors que son ancienne voie ferrée de l'époque soviétique offrait le plus court chemin vers la Turquie. L'option serait envisageable si la rivalité autour de la possession du Haut-Karabakh avait pris fin. Des liens de transport et de communication libres et sans entraves entre les parties seraient proposés dans toute la région, notamment un accès direct et immédiat de l'Azerbaïdjan à l'enclave de Nakhitchevan via l'Arménie et la réouverture de toutes les frontières et communications.

Alors, le Caucase du Sud pourrait devenir un îlot de paix et de prospérité. Pour cela, les décideurs arméniens doivent prendre en considération les intérêts nationaux de son peuple lors de la prise de décision pour une solution équilibrée du problème du Haut Karabakh, pas les intérêts de ses alliés. ❀